Mariani dans un éclair de lucidité

écrit par Gilles La Carbona | 8 février 2024

« L’évidence, ce sursaut de vérité » écrivait la poétesse Gisèle-Luce de Christian-James n’est plus très loin, il peine à s’affirmer, prend des chemins de traverse, s’arme de patience peut-être, ou manque simplement de courage.

Certains, de façon détournée, semblent tentés par cette audace à l'image de Thierry Mariani. Ce député Européen RN n'en finit pas de fustiger le fonctionnement autoritaire de l'UE, et le décalage qu'il y a entre le rêve européen, et sa réalité. Il dénonce à juste titre la concentration des pouvoirs au sein de la Commission, dont le rôle à l'origine était de proposition, de réflexion, mais certainement pas de substitution aux États. Fonction dont elle s'est arrogé les privilèges sans provoquer de leur part la moindre contestation ou sanction. Il faut dire que les députés européens et les chefs d'État ont, depuis des lustres, montré leur manque de fermeté à se démarquer de l'autoritarisme grandissant, quand ils ne se sont pas présentés comme les zélés serviteurs de ce changement. Macron s'est placé dès le début en tête de cette cohorte de serviles. Il va, tel un bon soumis, chercher les instructions auprès de sa maîtresse Ursula.

La France peut-elle être respectée et écoutée dans ces conditions ? Il a beau bomber le torse en affirmant que la voix de la France, si elle tonne, fait changer les choses, on constate qu'il n'en est rien, et qu'il se plie avec déférence devant les injonctions d'Ursula. Fanfaronner est sa spécialité, brasser du vent également. Il est la quintessence de l'illusion politique, dont le reste du monde se moque sans plus lui prêter attention, comme lors du dernier sommet de la COP 28, où il n'a été reçu par personne. Le vide sidéral de l'action couplée avec celui de l'intelligence. Combien de temps encore devrons-nous supporter cette lamentable représentation du pouvoir et de notre nation ?

Le député Mariani se dresse contre le projet visant à supprimer le droit de veto des états membres, réduisant la voix d'un pays à une quantité négligeable, noyant sa volonté dans le magma européiste, le contraignant à accepter, sans contre partie, une soumission de plus en plus marquée et

forcément insoutenable.

Il dénonce à juste titre les 50 milliards promis à l'Ukraine, sans que les peuples ou même les parlements, soient consultés sur l'intention de supporter cette charge financière supplémentaire. L'argent des contribuables n'est plus assujetti à une quelconque autorisation préalable, en gros on fouille dans nos poches et on en tire ce dont on a besoin sans notre consentement. Merveilleux non.

Il s'est moqué à raison des images d'un parlement européen entouré de barbelés pendant que des blindés étaient déployés à Paris, comme la marque d'une autocratie craintive, apeurée, persistant à piétiner les droits des citoyens. Il regrette justement que les mêmes dispositifs n'aient pas été engagés lors des émeutes de banlieue, il est vrai dépeinte par notre prince président comme le résultat d'une oisiveté passagère, rien de grave finalement.

Il a déploré l'aveuglement de Ciotti à ne pas comprendre qu'en matière d'immigration comme de politique agricole la France ne maîtrisait plus rien. Que de constats similaires aux nôtres et aux souverainistes en général.

Comment autant de points communs ne débouchent-ils pas sur une conclusion identique à celle que nous affichons, comme bon nombre d'autres à présent ? Est-ce un manque de clairvoyance, ou une approche feutrée de l'inéluctable bilan : le Frexit ?

Sa solution est pour le moment différente et se veut conforme aux antiennes autorisées, à savoir changer oui mais à l'intérieur du système. Comment réaliser cette modification puisque les textes ne le prévoient pas ?

Par une fronde du parlement ? Peut-être, cela suppose néanmoins qu'une majorité se dessine en juin, pour déclencher une crise institutionnelle suffisamment puissante, capable de réformer en profondeur les règles de

gouvernance de l'UE. Mais ce discours, nous l'avons déjà entendu, il ressemble étrangement à celui utilisé pendant des années sur le plus d'Europe pour améliorer les choses.

Souvenez-vous, si tout allait mal, ou pas assez vite c'était parce qu'il fallait plus d'Europe. C'est exactement ce vers quoi nous sommes allés, et rien ne fonctionne mieux. Nous avons des armées de fonctionnaires très bien payés, qui passent leurs journées à inventer des normes, des contrôles, sous l'impulsion du Forum économique mondial, entité externe non élue, mais surpuissante et tirant des ficelles qu'il ne devrait pas approcher même de loin. Aujourd'hui, quand même conscient du blocage du système qui s'est soviétisé à outrance, radicalisé dans sa plus néfaste contraction d'une volonté de contrôler tout, de la courbure de la banane à la pensée du citoyen, le débat se porte, encore bien timidement, sur la nécessité de conserver en l'état cette UE. Le traumatisme d'un discours pro-Frexit n'en finit pas de peser sur les épaules du RN, et d'autres formations, ne nous leurrons pas, LFI aussi souhaitait se débarrasser de la tutelle Bruxelloise. Mais l'échec à faire admettre le possible retrait de l'UE persiste chez ces mouvements voulant présenter une respectabilité conventionnelle et surtout éviter la peur entretenue que seuls nous serions désemparés et vulnérables, alors que c'est dans cette association que nous perdons chaque jour nos atouts et nos forces, vendus au plus offrant. Comment fait donc la Suisse, avec sa croissance et son Franc, plus fort que notre croissance et notre Euro. A la fin des années 60, un Franc français valait plus qu'un Franc suisse.

Cercle vicieux plus que vertueux puisque nos faiblesses développent le besoin de s'en remettre à autrui pour subvenir à ce que nous ne produisons plus et aux pertes de compétences orchestrées pour en arriver à ce constat : nous sommes dépassés. On s'interroge, ce sujet peut-il rester tabou éternellement? Pendant combien de temps ce parti va-t-

il restreindre sa vision du futur, en esquivant le vrai débat, se retranchant derrière le slogan éculé, « nous allons changer de l'intérieur ». La supercherie est lassante, **pourquoi ne pas se demander si la bonne solution ne serait pas de quitter cette funeste organisation tentaculaire, qui cause plus de méfaits et devient une charge financière bien plus terrible qu'une éventuelle pénalité de sortie, un comble pour un pays contributeur comme le nôtr**e ? Combien de temps le RN, et d'autres, vont-ils persister à se voiler la face sans oser aller au bout de leur démonstration.

Englués dans un modèle qui ne marche plus depuis longtemps, vont-ils oser franchir le Rubicon ?

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire